



CHAPITRE 246

LOI CONCERNANT L'ORGANISATION MUNICIPALE DES VILLAGES MINIERS

Constitu-
tion par
lettres
patentes.

1. Sur la recommandation du ministre des mines et des pêcheries maritimes et du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer en corporation municipale de village, par lettres patentes, tout territoire où est établi un village minier sous l'autorité des articles 37 et 38 de la Loi des mines de Québec (chap. 196) et d'y adjoindre tout territoire adjacent qu'il juge nécessaire pour la bonne administration de ce village et de ce territoire. 3 Geo. VI, c. 64, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 10.

Avis.

2. Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce donne avis de l'émission de lettres patentes en les publiant dans la *Gazette officielle de Québec*.

Effet.

À compter de la date fixée à cette fin dans les lettres patentes, le territoire y désigné devient une municipalité de village minier et les habitants et contribuables de cette municipalité sont constitués en corporation sous le nom indiqué dans les lettres patentes. 3 Geo. VI, c. 64, a. 2.

Code
municipal.

3. Sauf les dérogations ci-après prévues et sauf incompatibilité avec la présente loi, toute corporation de village minier est régie par les dispositions du code municipal.

"Gérant."

Un officier appelé "gérant", nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui devra être sujet britannique, est substi-

CHAPTER 246

AN ACT RESPECTING THE MUNICIPAL ORGANIZATION OF MINING VILLAGES

Constitu-
tion by
letters
patent.

1. Upon the recommendation of the Minister of Mines and Maritime Fisheries and of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, the Lieutenant-Governor in Council may constitute as a village municipal corporation, by letters patent, any territory wherein a mining village is established under the authority of sections 37 and 38 of the Quebec Mining Act (Chap. 196) and annex thereto any adjacent territory which he may deem necessary for the proper administration of such village and of such territory. 3 Geo. VI, c. 64, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 10.

2. The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce shall give notice of the issuing of the letters patent by publishing them in the *Quebec Official Gazette*.

From and after the date fixed for such purpose in the letters patent, the territory designated therein shall become a mining village municipality and the inhabitants and ratepayers of such municipality shall be incorporated under the name indicated in the letters patent. 3 Geo. VI, c. 64, s. 2.

Effect.

3. Every mining village corporation shall be governed by the provisions of the Municipal Code, saving the derogations hereinafter prescribed and save where inconsistent with this act.

An officer called "manager", appointed by the Lieutenant-Governor in Council, and who must be a British subject, shall

Municipal Code.

"Manager".

tué, pendant les cinq premières années de l'existence de la corporation, au conseil municipal, qui ne peut être élu qu'à l'expiration de cette période, et ce gérant possède les droits, exerce les pouvoirs et est soumis aux obligations d'un conseil de municipalité de village.

Pouvoirs. Toute décision prise et tout acte posé par le gérant touchant l'administration de la municipalité pour laquelle il est nommé a le même effet que s'ils émanaient d'un conseil municipal. 3 Geo. VI, c. 64, a. 3.

Ordonnances. 4. Le gérant procède dans chaque cas par ordonnance, laquelle devient obligatoire dès le jour de sa signature ou à toute date ultérieure fixée à cette fin dans l'ordonnance. 3 Geo. VI, c. 64, a. 4.

Règlements de construction. 5. Les pouvoirs de réglementation prévus par l'article 392a du Code municipal peuvent être exercés par toute corporation de village minier, bien que son territoire ne soit pas adjacent à une cité de vingt mille âmes ou plus. 3 Geo. VI, c. 64, a. 5.

Évaluation. 6. Les corporations de villages miniers sont soustraites à l'application de l'article 226 de la Loi des mines de Québec (chap. 196). 3 Geo. VI, c. 64, a. 6.

Municipalités autonomes. 7. Les municipalités de villages miniers ne font partie d'aucune municipalité de comté et ne sont pas soumises à la juridiction des conseils de comté. 3 Geo. VI, c. 64, a. 7.

Remboursement des dépenses. 8. Les dépenses faites par le département des mines et des pêcheries maritimes et par celui des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour le bénéfice des corporations de villages miniers, avant ou après leur organisation, doivent être remboursées au gouvernement par ces corporations, dans la mesure et en la manière déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil. 3 Geo. VI, c. 64, a. 8; 5 Geo. VI, c. 22, a. 10.

Traitement du gérant. 9. Le traitement de tout gérant et les frais encourus par celui-ci dans l'exercice

be substituted, during the first five years of the corporation's existence, for the municipal council, which can be elected only at the expiration of such period, and such manager shall have the rights, exercise the powers and be subject to the obligations of a village municipal council.

Every decision made and every action taken by the manager respecting the administration of the municipality for which he is appointed shall have the same effect as if they issued from a municipal council. 3 Geo. VI, c. 64, s. 3.

4. The manager shall in every case proceed by ordinance which shall become obligatory on and from the day of its signing or on any subsequent date fixed for such purpose in the ordinance. 3 Geo. VI, c. 64, s. 4.

5. The by-law regulating powers contemplated by article 392a of the Municipal Code may be exercised by any mining village corporation, although the territory thereof does not adjoin a city of twenty thousand souls or more. 3 Geo. VI, c. 64, s. 5.

6. The mining village corporations shall not be subject to the application of section 226 of the Quebec Mining Act (chap. 196). 3 Geo. VI, c. 64, s. 6.

7. A mining village municipality shall not form part of any county municipality nor be subject to the jurisdiction of any county council. 3 Geo. VI, c. 64, s. 7.

8. The expenditure made by the Department of Mines and Maritime Fisheries and by that of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for the benefit of mining village corporations, before or after their organization, shall be reimbursed to the Government by such corporations to the extent and in the manner determined by the Lieutenant-Governor in Council. 3 Geo. VI, c. 64, s. 8; 5 Geo. VI, c. 22, s. 10.

9. The remuneration of any manager and the costs incurred by the latter in the

de ses fonctions font parties des dépenses de la corporation du village minier qu'il administre. 3 Geo. VI, c. 64, a. 9.

performance of his functions shall form part of the expenses of the mining village corporation administered by him. 3 Geo. VI, c. 64, s. 9.

Durée de l'application de la loi.

10. À l'expiration du terme de cinq années fixé par l'article 3, ou à toute autre époque plus rapprochée fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, toute corporation de village minier cesse d'être régie par la présente loi.

10. At the expiration of the five years mentioned in section 3 or at any earlier time fixed by the Lieutenant-Governor in Council, every mining village corporation shall cease to be governed by this act.

Entité corporative

Elle conserve cependant son entité corporative, devient sujette à l'application de toutes les dispositions du Code municipal régissant les corporations locales et est désignée en la manière prévue par l'article 4 de ce code.

It shall, however, retain its corporate identity, become subject to all the provisions of the Municipal Code governing local corporations, and be designated in the manner prescribed by article 4 of the said Code.

Obligations.

Elle continue d'être soumise aux obligations assumées et de bénéficier des droits acquis pendant qu'elle a été régie par la présente loi. 3 Geo. VI, c. 64, a. 10.

It shall continue to be subject to the obligations assumed and to benefit from the rights acquired whilst it was governed by this act. 3 Geo. VI, c. 64, s. 10.

Ordonnances.

11. Tous actes ou ordonnances en vigueur dans une municipalité de village minier lorsque la présente loi cesse de s'y appliquer demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient annulés, modifiés ou remplacés par l'autorité compétente dans telle municipalité. 3 Geo. VI, c. 64, a. 11.

11. All acts or ordinances in force in a mining village municipality when this statute ceases to apply to it shall remain in force until annulled, amended or replaced by the competent authority in such municipality. 3 Geo. VI, c. 64, s. 11.